LA GUERRE RUSSO-FINLANDAISE

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Les informations en provenance de Copenhague relatent que si personne n'a réussi à avoir le dessus à Salla le flanc russe a été repoussé au delà de la frontière vers Kaudasaska, la base navale russe au bout nord de la Mer Blanche.

Les Russes tentent désespérément de reconquérir la position.

Les troupes finlandaises continuent à affaiblir les troupes russes en attaquant leurs cuisines de campagne et leurs convois de ravitaillement.

En exposant les Russes au froid et à la faim, elles leur infligent de lourdes pertes. Quand l'ennemi est affaibli au maximum, les Finlandais attaquent en force.

C'est la tactique qui a été suivie contre la 163e division et qui fut répétée pour la destruction de la 44e.

Pour la première fois, les Russes ont utilisé des patrouilles en skis aux fronts de Salla et de Petsamo.

Près de Salla, hier une [illegible]ree russe détachée a essayé d'entourer un poste finlandais. Les hommes rampèrent à travers les bois, mais furent découverts juste à temps par une patrouille finlandaise.

Un furieux engagement s'ensuivit et les Russes furent repoussés laissant sur le terrain 300 morts et 14 mitrailleuses.

Sur le front de Petsamo, le mauvais temps continue, rendant impossible toute action d'envergure.

Une attaque russe limitée a été signalée hier. Son objet était d'éprouver les défenses finlandaises afin de maintenir la pression qui s'exerce sur tous les fronts.

L'action des patrouilles finlandaises dans la région de Petsamo

Helsinki, 9. — Dans la région de Petsamo on signale une grande activité des patrouilles finlandaises qui attaquent fréquemment les positions avancées des Russes et mettent le feu aux abris et aux approvisionnements.

Journée calme, dit le communiqué d'Helsinki

Helsinki, 9. — Voici le communiqué Finlandais :

Sur Terre : La journée du 8 janvier a été calme partout sauf quelques activités des patrouilles et de l'artillerie. Sur mer et dans les airs rien à mentionner.

LE COMMUNIQUÉ RUSSE

Moscou, 9. — De l'Agence Tass. — Communiqué de l'Etat-Major de la Circonscription militaire de Léningrad. — 8 Janvier : Aucun événement important. Dans les secteurs de Cukhta Rapola et Petrozavodsk, actions des détachements d'éclaireurs. Sur l'isthme de Carélie, actions d'éclaireurs, tirs de fusil, de mitrailleuse et d'artillerie. A la suite du mauvais temps, l'aviation soviétique a seulement effectué des vols de reconnaissance.

Un hôtel en flammes à Helsinki

Frontière allemande, 9. — Le service de presse allemand destiné à l'étranger, répand une dépêche de Stockholm annonçant que l'Hôtel Bristol, à Helsinki, est, depuis ce matin, la proie des flammes. On ignore encore s'il y a des victimes.

L'aide aux réservistes et aux évacués finlandais

Helsinki, 9. — L'Association Finlandaise, créée il y a quelque temps pour fournir des fonds de secours aux familles des réservistes et à tous les évacués, a distribué jusqu'ici une somme de 12 millions de marks finlandais, soit environ 11 millions de francs.

LA FINLANDE TIENDRA TOUS SES ENGAGEMENTS

Helsinki, 9. — Le président du Conseil de Finlande, M. Ritti, a reçu hier les représentants de la presse étrangère à Helsinki et leur a déclaré notamment :

« Nous avons toujours mis un point d'honneur à tenir nos engagements en temps de paix et nous tiendrons aussi ceux qui résulteront de la situation actuelle. La façon saine dont notre vie économique s'est développée avant la guerre constitue une garantie pour les dettes que nous contracterons durant cette guerre dès que le temps et les circonstances nous permettrons de reconstruire ce qui a été détruit ».

LA NÉCESSITÉ ET L'URGENCE D'AIDER LA FINLANDE

Londres, 9. — Le rédacteur militaire du « Times » insiste sur la nécessité pour les neutres et les alliés de fournir à la Finlande l'aide maxima, alors qu'il en est encore temps. Toute aide à la Finlande doublera de valeur si elle est envoyée à un moment où ce pays peut en faire le meilleur usage.

« C'est de la folie de déclarer, comme on l'a fait dans certains milieux, que cette guerre est une guerre isolée qui ne nous intéresse pas et que le ravitaillement de la Finlande en armes provoquera certainement l'intervention allemande en Scandinavie. Quelle que soit la véritable attitude de l'Allemagne vis-à-vis de la situation finlandaise, il est probable que c'est un succès russe plutôt qu'un échec qui serait le signal d'une telle intervention de la part de l'Allemagne ».

LA RETENUE PAR LE REICH D'ARMES ITALIENNES DESTINÉES A LA FINLANDE

Amsterdam, 9. — L'Italie aurait fait à Berlin, selon des renseignements reçus de cette capitale par le journal hollandais « Telegraaf », des démarches par la voie diplomatique au sujet des transports d'armes italiennes à travers le Reich à destination de la Finlande qui ont été retenus par les Allemands. Alors que les premiers transports étaient passés sans encombre, au début du conflit russo-finnois, les Allemands, sous la pression de Moscou, ont retenu les transports suivants.

DU BLÉ ARGENTIN POUR LES FINNOIS

Buénos-Ayres, 9. — A la suite de la décision de la S. D. N., le gouvernement argentin envoie à la Finlande 50.000 tonnes de blé qui seront payées sans intérêts lorsque le gouvernement finlandais le pourra.

Même en Allemagne, les sympathies pour la Finlande se font jour

Amsterdam, 9. Les sympathies du peuple allemand pour la Finlande se manifestent en dépit des consignes officielles. Dans l'armée, surtout, où de nombreux officiers ont combattu, dans les corps francs contre les bolcheviks, la politique nazie envers la Finlande est vivement critiquée.

L'organe nazie de Dusseldorf « Der Mittag » s'en prend à ce qu'il appelle « des effusions sentimentales déplacées ».

« Certains Allemands, écrit-il, manifestent plus de compréhension pour le peuple finnois qu'ils n'en ont jamais eu pour leur propre peuple. Ils trouveraient bon que le sang allemand soit de nouveau versé pour la cause finlandaise. Ils ne savent pas et ne veulent pas savoir que la Finlande a très mal récompensé jadis l'aide des corps francs allemands et que le gouvernement finnois n'a pas tenu les promesses faites envers eux. Il a même été jusqu'à refuser l'an dernier le visa d'entrée aux délégations des régiments allemands qui voulaient assister aux fêtes commémoratives de l'indépendance finlandaise. Seul le comte von Der Goltz a pu obtenir un visa après de longues négociations ».

La rentrée parlementaire

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Dans les événements importants qui se déroulent actuellement, il y a une chose qui permet toutes les espérances : l'union de tous les Français se resserre de plus en plus. Il faut à tout prix, renoncer définitivement à la lutte des classes et y substituer la solidarité entre patrons et ouvriers, entre employeurs et salariés. Il n'est pas douteux qu'il y a là, un réel progrès dans ce sens. La bonne volonté du Français a toujours su se manifester aux heures graves. Nul doute que, cette fois-ci encore, chacun saura répondre à l'appel du Gouvernement.

C'est donc dans une atmosphère favorable que le Parlement va reprendre ses travaux. Tous les esprits sont tournés vers l'avenir avec la volonté commune de travailler dans l'intérêt de la communauté tout entière. Désormais, il n'y a plus qu'un parti : celui de la France. Les intérêts particuliers doivent s'effacer devant les intérêts généraux et le salut du pays doit passer avant toute autre préoccupation.

Telles sont les impressions qui se dégagent actuellement de la séance de rentrée du Parlement. Chacun fera son devoir. L'union des forces matérielles et morales de la France, l'union des représentants du pays et de tous les Français derrière le Gouvernement, telle est aussi la base solide sur laquelle repose la certitude de la victoire.

F. S.

A LA CHAMBRE

Paris, 9. — M. Lévy-Aphandery, vice-doyen d'âge, monte à 15 h. 30, au fauteuil présidentiel suivi des six secrétaires d'âge qui sont les plus jeunes membres de l'assemblée.

Les députés dont la présence est aujourd'hui nécessaire pour prendre part aux scrutin pour l'élection du bureau définitif sont fort nombreux. MM. Paul Reynaud, Chautemps, Georges Bonnet, Pomaret, Georges Mandel, Yvon Delbos, Besse, Ducos sont au banc du Gouvernement. M. Herriot est applaudi à son arrivée en séance.

M. Lévy-Alphandery ouvre la séance à 15 h. 40.

Un premier incident

Un incident se produit aussitôt parce que les députés de droite et du centre protestent contre la présence dans les travées des députés communistes mobilisés.

Les secrétaires d'âge, MM. **Tixier-Vignancourt** et **Pilchon** quittent le bureau. C'est en vain que M. **Levy-Alphandery** réclame le silence. Il suspend la séance sans avoir prononcé son allocution.

La séance reprend

La séance est reprise à 16 h. 40. La Chambre est au grand complet.

M. **Levy-Alphandery,** au nom du bureau d'âge, déclare qu'il n'appartient pas à celui-ci de statuer sur l'incident provoqué par la présence d'un certain nombre de députés appartenant à l'ex-parti communiste. A l'unanimité, le bureau d'âge a décidé que la question sera soumise à la Chambre aussitôt après l'installation du bureau définitif (mpl. nombreux, très bien).

Le président d'âge commence son discours.

Les députés communistes sont expulsés de la salle des séances

Mais, presque aussitôt, un nouvel incident arrête le discours. En effet, tandis que tous les députés applaudissent et se lèvent pour s'associer à l'hommage rendu par M. Levy-Alphandery à l'armée de la République, quatre ou cinq des députés communistes restent assis.

L'indignation de l'assemblée se manifeste par des protestations d'abord, puis par des gestes. Le doyen d'âge, avec un grand sang-froid, au lieu de suspendre à nouveau la séance, propose à la Chambre de prononcer la censure avec expulsion contre les membres de l'assemblée dont l'attitude scandaleuse provoque ce nouvel incident. A mains levées, la censure est votée.

M. **Barthe,** questeur, et le chef des huissiers invitent les députés communistes à quitter la salle. Ceux-ci sont alors emmenés en dehors de la salle des séances. « La Marseillaise » est chantée par tous les députés.

Le calme revient aussitôt et M. Levy-Alphandery, très applaudi, reprend la parole et répète sa phrase en l'honneur des chefs et des soldats qui montent une garde inviolable dans les tranchées de la liberté.

Cette fois, la manifestation grandiose de l'assemblée est unanime. Elle se renouvelle deux fois encore avec la même intensité en l'honneur de la Grande-Bretagne et de l'héroïque Finlande.

L'allocution de M. Lévy-Alphandéry

Dans son allocution, M. Lévy-Alphandéry a tout d'abord rappelé que M. Antoine Salles, doyen d'âge, auquel il a rendu hommage et auquel il a souhaité un prompt rétablissement, se trouve aujourd'hui éloigné du fauteuil par la maladie.

Je suis certain, a-t-il ajouté, de remplir le premier des devoirs que les circonstances me dictent en envoyant aux armées de la République qui, avec tant de calme et fière résolution, se sont levées en masse à l'appel de la Patrie en danger, le salut plein d'émotion et d'affection de cette Assemblée. Je serai votre interprète fidèle en exprimant sans grandiloquence mais avec la ferveur d'un cœur sincère notre reconnaissante admiration pour les chefs et les soldats qui montent une garde inviolable dans les tranchées de la liberté et de l'indépendance françaises devenues une fois encore les frontières de la civilisation.

A ceux qui, sur terre et sur mer, dans les airs défendent tout ensemble le sol sacré de la nation et l'honneur humain vous ne manquerez pas d'associer, pour leur dédier la même gratitude, leurs camarades britanniques qui, dans le duel engagé entre les forces de l'esprit et les appétits de la barbarie, nous apportent le loyal, le total concours du plus immense et du plus puissant empire du globe.

Etre ou disparaître, il n'y a pas d'autre choix... »

Depuis que cette dramatique et poignante période d'agressions, d'impostures, d'injustices et de meurtres a été écrite en des textes indélébiles et inscrite en des faits de signification aveuglante, il n'est plus permis à un Français, à un seul Français, sous peine de faillir, c'est-à-dire de trahir, d'ignorer le sens et le redoutable enjeu de la lutte imposée à notre pays dont la conscience est sans reproche comme sans peur et dont la pureté d'intention dans l'effort désespéré pour sauver la paix ne saurait souffrir ni mensongère négation, ni tendancieuse ou hypocrite suspicion.

Soldats du droit et d'abord du droit de vivre, non dans l'esclavage, mais dans le labeur tranquille des foyers heureux, nos combattants, eux, dès le premier jour, en quittant leur champ, leur outil, leurs affections familiales qu'ils ont confiées à nos soins, nos combattants, dis-je, ont su d'instinct pourquoi ils allaient se battre : ou bien la servitude, l'impitoyable soumission à des conquérants dont l'unique raffinement se plaît à torturer les êtres et les peuples libérés, ou bien la restauration du respect de la liberté humaine dans la sécurité d'existence retrouvée des individus et des nations dans le culte des valeurs morales jusqu'alors honorées comme le bien suprême de la vie.

Etre ou disparaître. Il n'y a pas d'autre choix. Nos soldats ont choisi. Ils vaincront. Ils ne peuvent pas ne pas vaincre. Leur devoir, ils le remplissent, ils le rempliront simplement, magnifiquement.

A nous, mes chers collègues, à nous acquitter du nôtre en leur donnant les moyens, tous les moyens de la victoire.

La devise du combattant et celle du citoyen

Contre un ennemi dont la force guerrière est encore intacte et qu'il serait illusoire et imprudent de croire abattu par anticipation, il nous faut accumuler progressivement, méthodiquement, scientifiquement, sans cesse et sans rien négliger, toutes les conditions de notre triomphe, toutes celles de son écrasement au prix du moindre sacrifice, même si par le désespoir il est conduit aux pires entreprises.

Il s'agit donc de bannir l'impatience, ses frémissements irréfléchis, ses mécontentements contagieux que des campagnes pernicieuses chercheraient à exploiter.

La devise du combattant est : « Je tiendrai ». Celle du citoyen doit être : « Je maintiendrai ». Oui il faut maintenir. Maintenir envers et contre toutes les propagandes infâmes qui visent à nous disocier de nos alliés au dehors et à nous diviser au dedans. Maintenir en dépit des restrictions, des obligations, des contraintes, des privations conséquentes à l'état de guerre et qui ne sont que petite misères supportables auprès des souffrances de la ligne de feu. Maintenir en consentant sans hésitation, sans murmure, encore moins sans plainte tous les renoncements, toutes les abnégations que commande l'implacable volonté d'être les vainqueurs. Maintenir, c'est-à-dire mettre en commun sans réserve, sans en détourner la moindre parcelle pour des fins égoïstes contraires au salut public toutes nos ressources, non pas seulement militaires, mais matérielles et spirituelles, économiques et morales, financières et monétaires, c'est-à-dire travailler sans trêve, produire sans relâche, peiner sans repos, économiser au maximum, tout sacrifier sans limites aux exigences de la pérennité française.

Française, en un mot faire la guerre et la gagner comme l'a dit avec tant de force et de conviction M. le Président du Conseil.

Evoquant ensuite le sort des évacués d'Alsace et de Lorraine, M. Lévy-Alphandery déclare :

« Ce sera ma fierté d'avoir pu, du haut de cette tribune, adresser aux Français la parole de la confiance et de l'espérance. Mais ce sera au milieu des douleurs d'aujourd'hui ma fierté plus grande encore d'avoir eu le privilège d'assurer mes compatriotes alsaciens, au nom de la représentation nationale, que la France invincible et immortelle les rendra en de nouveaux jours de victoire et de gloire à leurs cités, à leurs campagnes, à leurs demeures familiales, à la paix heureuse, sûre et définitive à l'ombre de notre drapeau. »

Les scrutins sont ouverts pour l'élection du bureau

Toute la Chambre debout acclame longuement l'éloquente péroraison consacrée par M. Levy-Alphandery à ses compatriotes alsaciens. Le président donne ensuite lecture d'une lettre du président du Conseil s'excusant de ne pouvoir, à la suite de l'accident qui lui est survenu, participer à la réélection des membres du bureau de l'assemblée et en exprimant ses regrets.

Le président fait connaître qu'il adressera à M. Daladier, au nom de toute l'assemblée, ses vœux de prompt rétablissement.

Le scrutin pour l'élection du président définitif qui a lieu à la tribune, est ouvert à 17 h. 15. Les scrutins pour la nomination de six vice-présidents, de 12 secrétaires et de trois questeurs ont lieu dans les salons voisins de la salle des séances. Tous ces scrutins dureront une heure.

A 18 h. 15, le scrutin pour l'élection du président est clos. La séance est suspendue pendant l'opération du dépouillement des scrutins.

M. Herriot est réélu par 350 voix sur 424 votants

On annonce dans les couloirs que **M. Edouard Herriot a été réélu président de la Chambre par 350 voix sur 424 votants.**

On annonce aussi qu'ont été élus on réélus vice-présidents : M. Albert PAULIN, 379 voix ; M. Ferdinand MORIN, 374 voix ; M. Lucien LAMOUREUX, 366 ; M. Gratien CANDACE, 365 ; M. Pierre DIGNAC, 343 ; M. Xavier VALLAT, 256.

La séance est reprise à 19 h. 50 le président d'âge proclame les résultats des divers scrutins.

Voici le scrutin pour l'élection de trois questeurs. Nombre de votants 413 ; Majorité absolue 201.

Ont obtenu : M. BARTHE 371 voix ; M. Hubert ROUGER, 358 voix ; M. PERFETTI 346 voix. Tous trois sont proclamés élus.

Sont élus comme secrétaires : MM. GIRAULT 375 voix; DUAULT 374 ; René ROLLIN 374 ; LEROY 370 ; DELABIE 369 ; DE FRAMONDD 369 ; HARTMANN 367 ; GERENTE 365 ; NADER 362 ; BURTIN 362 ; MENNECIER 359 ; CAMEL 355.

La réélection du président Edouard Herriot provoque une vive manifestation de sympathie en son honneur. Les noms des autres membres du bureau réélus et élus sont vivement applaudis. M. Lévy-Alphandéry déclare la Chambre constituée.

La séance est levée à 20 h., prochaine séance jeudi 15 heures, pour l'installation du bureau définitif et la fixation de l'ordre du jour. M. LEVY-ALPHANDERY est longuement applaudi à sa descente du fauteuil présidentiel.

AU SÉNAT

L'ÉLOGE FUNÈBRE DE M. DEMESMAY, Sénateur du Nord, a été prononcé par M. DAMECOUR

Paris, 9. — De nombreux sénateurs sont déjà en séance quand **M. Damecour,** sénateur de la Manche, président d'âge qui porte sans faiblesse ses quatre-vingt-treize ans, vient prendre place au fauteuil. M. Jules Jeanneney s'est assis à gauche, parmi ses collègues de la gauche démocratique. MM. Albert Sarraut, ministre de l'Intérieur ; Queuille, ministre de l'Agriculture ; Rio, sénateur du Morbihan, ministre de la Marine Marchande, sont au banc du Gouvernement.

Un coup de sonnette à 15 h. 40 et le président d'âge, M. Damecourt lit le décret qui ouvre la session ordinaire de 1940. Il invite les six plus jeunes sénateurs : **MM. Gounin** (Charente, **André-J.-L. Breton** (Cher), **Marossili** (Haute-Saône), **Belmont** (Isère), **Giacobbi** (Corse) et **Elby** (Pas-de-Calais), viennent donc occuper les places de secrétaires.

Le bureau étant ainsi constitué, M. Damecour lit l'allocution d'usage, fréquemment interrompu par les applaudissements de ses collègues.

L'ALLOCUTION DE M. DAMECOUR

Après avoir rappelé par quelles violations de paroles, par quelles annexions, l'Allemagne, depuis le traité de Versailles, avait amené les Alliés à prendre les armes le 1er septembre, **M. Damecour** a dit :

« Ces faits, me direz-vous, sont ici connus. Etait-il besoin de les rappeler, même en raccourci ? Je l'ai pensé, car ils sont, devant le monde entier, la manifestation et la preuve de l'esprit de conquête, de rapine de l'Allemagne prussifiée. »

Il a ajouté : « La France et l'Angleterre, désormais tellement unies qu'on pourrait dire qu'elles ne font qu'une nation, ont mis en commun leurs ressources, leur monnaie, réparti leurs charges de guerre. Elles se sont résolues à faire une guerre totale et elles tiendront jusqu'à la victoire.

« Tenir » a dit Foch. « la victoire revient à celui qui tient le dernier quart d'heure ». Nous le tiendrons. Car les Alliés possèdent des ressources infinies : leurs réserves d'or, nerf de la guerre et clef de la voûte de la victoire ; les populations de leurs empires qui s'élèvent à 300 millions d'hommes ; leur marine qui assure pour elles la liberté des mers. Elles ont su déjà juguler la menace de la guerre sous-marine. Elles sont en train de conquérir la maîtrise de l'air. Leur matériel, qu'elles ne cessent d'accroître, est pourvu des perfectionnements les plus modernes. Leurs armées sont dignes des troupes de la Marne, de l'Yser, de Verdun.

A ces forces matérielles, dit l'orateur, joignons des forces morales. Il faut savoir résister à une propagande de mensonge, épargner nos devises en réduisant nos importations, augmenter nos exportations et offrir nos économies ainsi acquises à l'Etat sous forme de bons d'armement.

L'orateur conseille ensuite l'union intérieure et poursuit : « Cette union nous saurons certainement la maintenir pendant la guerre, mais il faudra la maintenir également lorsque la paix sera revenue.

M. Daladier nous a dit : la paix devra reposer sur des garanties positives et matérielles. N'ayons ni générosité ni faiblesse vis-à-vis d'une nation qui, victorieuse, serait orgueilleuse, méprisante, perfide et féroce.

M. Damecourt termine en rendant hommage aux armées et aux chefs des Gouvernements alliés. M. Chambrelain, M. Daladier, vos Parlements vous ont, à l'unanimité, donné les moyens d'agir, vous jouissez de la confiance totale des deux démocraties. Vous êtes secondés par des ministres travailleurs, avertis, dévoués, patriotes. Vous nous serez bons pilotes et vous conduirez le vaisseau de la victoire au port de la paix. Vive la civilisation, vive l'Angleterre, vive la France.

L'ÉLOGE FUNÈBRE DE M. DEMESMAY

De chaleureux applaudissements saluent sa péroraison. Le doyen d'âge se lève de nouveau pour prononcer l'éloge funèbre de M. Louis **Demesmay,** sénateur du Nord.

M. Damecour s'exprime en ces termes :

« Le grand honneur d'être président d'âge ne comporte pas que des privilèges. Il m'impose aujourd'hui le douloureux devoir de rendre hommage à la mémoire de notre collègue Louis Demesmay, décédé le 5 janvier, à Templeuve, où il était né le 10 octobre 1876.

» Voilà donc le département du Nord durement frappé deux fois de suite, en peu de temps, dans sa représentation sénatoriale ; il n'y a pas encore trois mois, en effet, qu'Auguste Potié nous fut enlevé. Louis Demesmay était d'origine franc-comtoise, mais sa famille s'était fixée dans le Nord depuis plusieurs générations.

» Dès 1822, le grand-père de notre collègue était membre de la Chambre de Commerce de Lille. Tout jeune, Demesmay se destina d'abord à la carrière commerciale. Il entreprit de longs voyages pour compléter ses études techniques et fit des séjours prolongés en Angleterre, en Espagne et aux Etats-Unis, se spécialisant ensuite dans les affaires cotonnières, mais il conservait vivace l'amour profond de son pays natal qui le lui rendait bien puisque dès 1904, il en faisait son conseiller d'arrondissement.

Mobilisé en 1914 comme sergent de chasseurs à pied, Louis Demesmay fut fait prisonnier à Maubeuge et interné au camp de Munster où il présida le groupe des comités de secours. Nous trouvons là, le trait dominant de son caractère, fait tout entier de dévouement à ses concitoyens.

Rentré en France après quatre longues années de captivité, il put enfin réaliser le désir qu'il caressait depuis longtemps déjà : celui de continuer les traditions familiales. C'est ainsi qu'il reconstitua pour l'exploiter personnellement, le domaine d'Huquin, à Templeuve. Sa compétence dans les questions agricoles, son inlassable attachement à la cause rurale, lui valurent vite la confiance entière des fermiers du Nord, rudes travailleurs, qui appréciaient son efficace activité. Ils la lui témoignèrent en le faisant siéger au Conseil Général dès 1919 et en l'élisant au Sénat le 16 octobre 1932.

Ecarté de nos travaux et enlevé trop tôt par une longue maladie, notre collègue n'aura pas eu le temps de faire aboutir le programme agricole et commercial qu'il s'était tracé en entrant au Sénat ; il s'était cependant mis immédiatement à la tâche, particulièrement au sein de la Commission du Commerce dont il était membre depuis son élection.

Le monde rural perd en Demesmay un ardent défenseur, et ici nous perdons un collègue que nous avons trop peu connu mais dont nous avions su déjà apprécier les hautes qualités de cœur et de dévouement

Au nom du Sénat, j'adresse à Mme Demesmay l'expression émue de nos sincères condoléances.

Le Sénat fixe sa prochaine séance à jeudi, 15 heures, pour l'élection du bureau définitif.

La séance est levée à 16 h. 05.

Le président d'âge est longuement acclamé par tous les sénateurs debout à leur place.

LE CONCOURS DES TROUPES NOIRES DANS L'ARMÉE FRANÇAISE

(Suite de la première page)

Le loyalisme des indigènes envers la France

Nos indigènes n'ont que faire de cette sollicitude allemande. Ils vivent libres, dans des pays qui connaissent une prospérité économique encore jamais atteinte et bénéficient dans les domaines social et médical de toutes les ressources de la France.

A tous les mensonges allemands, une seule réponse : Le loyalisme des indigènes, l'enthousiasme avec lequel ils s'engagent, le courage avec lequel ils combattent, traduits dans les deux documents suivants, pris au hasard parmi tant d'autres :

— Une lettre d'un commis expéditionnaire, dont nous extrayons les passages suivants : « A l'instar de milliers d'autres Soudanais, j'ai offert à ma patrie le sacrifice de ma vie pour la défendre contre le monstre germain... je brûle du désir de partir... cette guerre nous concerne autant que les Français métropolitains. En luttant aux côtés de nos frères blancs, nous, Africains, nous défendons notre propre cause ».

— La citation avec médaille militaire du sergent Krache Saïd Ben Moussa : « Sous-officier calme et courageux, volontaire pour toutes les missions dangereuses. Ayant pénétré à la tête d'un groupe dans un champ de mines, a réussi à en faire sauter plusieurs, permettant ainsi à la section d'atteindre son objectif. A été blessé ».

SUR LE FRONT FRANÇAIS

UNE SÉRIE DE COUPS DE MAIN sur nos petits postes ont échoué

Paris, 9. — Au cours de la journée d'hier et de la nuit, les troupes allemandes ont déclenché une série de petits coups de mains, menés avec de très faibles effectifs du reste, contre les petits postes avancés français dans les secteurs situés à l'ouest des Vosges et à l'ouest du cours de la Sarre.

Il ne s'est agi là que d'opérations strictement locales menées avec les effectifs habituels des petites patrouilles en action tous les jours sur le front.

Sur trois ou quatre points, ces détachements sont parvenus aux abords des positions françaises qu'ils ont attaquées à coups de grenades, mais ils ont été rapidement repoussés.

Dans les airs, en raison du mauvais temps, l'activité a été à peu près nulle.

UN COMMANDEMENT UNIQUE DE LA R. A. F. EN FRANCE

(Suite de la première page)

Ainsi, les chefs de l'armée ont remporté la campagne qu'ils ont menée en vue d'une coopération étroite avec la R.A.F. en France. A l'heure actuelle, les « escadrilles coopérant avec l'armée » sont commandées par l' « Air Vice-Marshal » C. H. B. Blount, sous le contrôle de Lord Gort. Mais la majeure partie de la R.A.F. en France est contrôlée par « Air Vice-Marshal » P. H. L. Playfair, qui relève de l' « Air Chief-Marshal » Sir Edgar Ludlow-Hewitt, dont le quartier se trouve en Grande-Bretagne.

Cependant, la « Press Association » publie une information disant qu'il n'y a ce matin aucune confirmation dans les milieux officiels de Londres de la nouvelle selon laquelle Lord Gort, commandant en chef du corps expéditionnaire britannique, assumerait désormais le commandement des escadrilles de la Royal Air Force coopérant avec l'armée.

Dans certains milieux militaires on se montre partisan d'un changement de cet ordre en vue de faciliter les opérations. Il s'agirait de donner à l'armée le contrôle tactique des forces aériennes coopérant avec elle.

Une crise politique d'envergure couve en Angleterre

Selon le « Daily Mail » des membres du Parlement de tous les partis, demandent à connaître la vérité sur le « limogeage » de M. Hore Belisha de son poste de ministre de la Guerre.

M. Chamberlain est pressé de faire sur le sujet, une ample déclaration le plus tôt possible.

Le Parlement tient sa séance ordinaire hebdomadaire demain.

Beaucoup de députés sont d'avis que la Chambre devrait se réunir immédiatement mais on ne croit pas dans les milieux gouvernementaux qu'il puisse être donné suite à une telle requête.

On sait maintenant que M. Hore Belisha dira devant la Chambre dès qu'elle siégera, ses divergences d'opinion avec Lord Gort et d'autres généraux. Il fera un vigoureux exposé personnel.

M. Chamberlain répondra. Un débat pourra suivre.

En ce qui concerne M. Hore Belisha, on dit qu'une pression de caractère injustifié a été exercée sur le Premier Ministre pour l'amener à se séparer du ministre de la Guerre — pression sociale et militaire, cette dernière exercée par une partie du Haut Commandement.

Une crise politique de premier ordre menace d'en résulter et tout dépendra maintenant du développement de la situation.

LES ENTRETIENS ITALO-HONGROIS

Budapest, 9. — Venant de Venise, le comte Csaky, ministre des Affaires étrangères de Hongrie, est arrivé ce matin à Budapest. Il a été reçu par le président du Conseil qu'il a mis au courant des entretiens qu'il a eus à Venise avec le comte Ciano, ministre des Affaires étrangères.

De nouveaux entretiens sont prévus

Rome, 9. — Les journaux annoncent que le comte Csaky, ministre des Affaires étrangères de Hongrie, repartira de Budapest très prochainement, probablement après-demain pour Rome, où il aura, disent-ils, de nouveaux entretiens avec le comte Ciano, ainsi qu'avec M. Mussolini.

Le comte Ciano se rendrait en Hongrie au Printemps

Londres, 9. — Les entretiens de Venise entre le comte Ciano et le comte Csaky continuent à retenir l'intérêt de la presse britannique, dont les correspondants romains annoncent comme probable une visite du comte Ciano à Budapest au printemps prochain et comme possible la visite à Rome de M. Cafenco, ministre des Affaires étrangères de Roumanie. Il ressort de tous les commentaires que l'Italie a réussi à persuader la Hongrie d'adopter une attitude conciliante à l'égard de la Roumanie en échange d'une promesse de « rajustement » des frontières à la fin du conflit actuel.

Le correspondant du « Times » à Rome interprète ainsi la politique de l'Italie dans les Balkans :

L'Italie voudrait que les diverses questions balkaniques soient abordées rapidement de manière que, même si aucune suite pratique n'est donnée immédiatement aux ajustements territoriaux acceptés, en principe, un tel accord puisse être conclu avant la conférence de paix ou mieux encore et pour que la menace de poussée bolcheviste vers la Méditerranée ne surprenne les différents Etats Balkaniques avant leur organisation. C'est là un programme vasté et ambitieux qui, manifestement, demandera quelque temps avant d'être réalisée et qui, peut-on ajouter, serait d'une exécution plus facile, si de nombreux publicistes italiens, exprimant probablement les vues des milieux responsables, n'avaient pas tendance à supposer que la Grande-Bretagne et la France cherchent à tout prix à étendre la zone de conflit et que c'est seulement grâce à l'Italie que la guerre n'a pas atteint la péninsule balkanique.

De Rome également, M. Ward Price souligne dans une dépêche au « Daily Mail » les avantages que présentent pour les Alliés la politique italienne dans les Balkans :

« La politique énoncée par l'Italie et soutenue par la Hongrie peut être sincèrement approuvée par la Grande-Bretagne et par la France. Les deux puissances alliées n'ont aucun intérêt à ce que les Balkans soient entraînés dans le conflit. Il y a concordance entre les vues franco-britanniques et les vues du gouvernement Italien lorsque celui-ci s'oppose à la pénétration du communisme ou à l'intervention russe dans les zones d'un intérêt européen vital ».

Le discours de M. CHAMBERLAIN

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Le premier ministre fait le bilan des pertes allemandes : 228.000 tonnes de navires capturés, coulés et principalement sabordés. Le reste des bâtiments allemands bloqués dans des ports étrangers ou confinés dans la Baltique.

En regard il définit ainsi la situation de la flotte marchande britannique :

« Si nous soustrayons de nos pertes dues à l'action de l'ennemi ou à des accidents survenus en mer, les gains que nous avons réalisés par la capture de bateaux ennemis ou par le transfert de navires étrangers sous notre drapeau nos pertes à ce jour se chiffrent par 122.000 tonnes, c'est-à-dire moins de 1 % de notre flotte marchande. Chaque jour onze millions de tonnes de navires britanniques continuent de sillonner les océans. »

M. Chamberlain estime que la perte du « Royal Oak », du « Courageous » et de plusieurs petites unités n'a compromis en rien la maîtrise des mers par la Grande-Bretagne qui continue d'exercer une pression inexorable accroissant sans cesse les difficultés de l'Allemagne.

« Notre aide à la Finlande ne sera pas une simple formalité »

Après avoir brossé un tableau saisissant des méthodes d'agression et d'oppression inaugurées par l'Allemagne bientôt imitées par la Russie, M. Chamberlain déclare :

« C'est maintenant au tour de la Finlande d'être attaquée par une puissance avec laquelle l'Allemagne a conclu un pacte impie. La Finlande se bat aujourd'hui contre des forces d'une violence sans scrupule comme nous le faisons nous-mêmes. Nous nous battons pour la même chose, c'est-à-dire pour la liberté et la justice, et les succès étonnants remportés par la Finlande nous remplissent d'admiration pour son héroïsme. **Ce peuple vaillant peut être assuré que notre réponse à la résolution adoptée par la S.D.N. ne sera pas une simple formalité.** »

La collaboration franco-britannique et les secours à la Turquie

Puis le Ministre exprime la sympathie qu'il éprouve à l'égard de cet autre pays ami, la Turquie, qui vient d'être éprouvée par une si terrible catastrophe. Il rappelle l'aide financière déjà fournie par les Gouvernements britannique et français et ajoute :

« Les Gouvernements britannique et français ont informé le Gouvernement turc de leur désir de donner à leur aide ultérieure, une forme qui est actuellement examinée en plein accord entre ces trois pays ».

Cette collaboration franco-britannique, dans un but humanitaire, fournit à son avis un nouvel exemple.

« De cette association intime entre nous qui caractérise actuellement sous les aspects de la guerre, dans les domaines militaires, politiques, financiers et économique ».

Il pense même que cette collaboration se révélera si précieuse, « qu'on ne voudra, ni d'une part ni de l'autre, y mettre fin lorsque la guerre sera terminée (applaudissements).

» Il pourrait même en résulter quelque chose de plus large et de plus profond, car il n'est rien qui faciliterait davantage la tâche de reconstruction pacifique qui doit être entreprise un jour, il n'est rien qui contribuerait davantage à la stabilité des résultats visés que l'extension de la collaboration entre la France et l'Angleterre et d'autres nations d'Europe et peut-être du monde entier, dans le domaine de la finance et des relations économiques ».

La mobilisation des « ressources humaines »

M. Chamberlain souhaite à M. Daladier un prompt rétablissement des suites de son accident. Puis il se déclare persuadé que les Anglais ne voudront pas rester en arrière des Français dans leur résolution d'accepter joyeusement les privations inséparables de la guerre.

Puis il parle de l'échelle prodigieuse sur laquelle s'est poursuivi jusqu'ici la mobilisation des ressources humaines britanniques, à eux seuls, les conscrits déjà mobilisés depuis l'institution du Service obligatoire ou mobilisables immédiatement par simple proclamation atteignent un chiffre variant entre deux millions et demi et deux millions 750.000.

La défense passive plus que jamais nécessaire

En ce qui concerne la défense passive, il reconnaît bien volontiers combien les règlements en vigueur sont gênants pour la population, cependant à son avis aucun de ces règlements n'est superflu.

« Je ne considère pas que les dangers de raids aériens soient passés ou même qu'ils aient diminué, et tant qu'il en sera ainsi, je suis persuadé que nous commettrions une faute capitale en changeant la politique que nous avons suivie jusqu'ici.

» Je ne doute pas de l'union et de la détermination du peuple anglais de gagner la guerre et de mettre fin à l'esprit qui domine la politique de l'Allemagne, mais ce dont je suis moins sûrs, c'est qu'on comprenne en Allemagne à quoi on s'attaque et que nous devrons faire face à une phase de la guerre bien plus terrible que tout ce que nous avons vu jusqu'ici.

» Nous ne devons pas penser que du fait que la guerre n'a pas pris jusqu'ici la forme qu'elle avait prise en 1914, nous pouvons poursuivre nos existences comme si nous étions encore en paix. Nous devons nous passer de bien des choses qui nous feront grandement défaut ».

« Nous devrons nous imposer des sacrifices »

Bien que les combats sur terre ne soient pas actuellement très actifs, M. Chamberlain indique que « nous nous préparons à agir de la façon la plus efficace lorsque le moment sera venu, et à cet effet nous consacrons de plus en plus de main-d'œuvre à la production de nos armements. Ceci implique une diminution correspondante de la main-d'œuvre occupée à produire des marchandises pour la vie civile ».

A cet égard il indique que des chômeurs seront progressivement absorbés au fur et à mesure que s'accroîtra l'effort industriel national. La demande sera notamment form